



# DÉCLARATION FNEC-FP-FO

## CHSCTA

4 OCTOBRE 2022

### Académie de Bordeaux

Monsieur le président,  
Mesdames et messieurs les membres du CHSCTA,

Nous avons bien pris note lors du premier CHSCTA exceptionnel proposé en septembre que la déclaration de La FNEC-FP-FO concernant les conditions de cette rentrée scolaire pour les personnels était « dramatisante », selon le terme choisi par Monsieur le Secrétaire général de l'Académie.

Nous n'imaginons pas que Monsieur le Secrétaire Général n'ait pas une juste remontée des situations sur le terrain... c'est pourquoi nous pensons que cette remarque est parfaitement inappropriée, car le mal-être exprimé par certains personnels ne peut être à ce point déconsidéré.

En effet, le manque de recrutement, les emplois du temps contraints et les réformes induisent une surcharge de travail et un stress de plus en plus prégnants.

Il est par conséquent urgent et essentiel que l'autorité académique considère avec sérieux la réalité des situations afin qu'elle puisse apporter des réponses adaptées.

Nous avons en outre communiqué, suite à ce premier CHSCTA, sur le fait que - je cite : « non, les AESH n'étaient plus des personnels qui pouvaient légitimement se plaindre de leur précarité puisque désormais cdisables"... assertion que l'on ne commentera pas - puisqu'elle laisse sans voix.

Mais ces réponses doivent-elles nous surprendre lorsqu'on découvre dans le QVT adressé aux personnels DSDEN et Rectorat que « l'empathie » de l'administration à l'égard de ses employés est la valeur qui arrive en dernière position ?! Ou quand est spécifié un climat professionnel plus « tendu et individualisé » que « protecteur et empathique » ? Sans oublier la mention du manque de reconnaissance, de sens, ou le fait d'être confronté à des injonctions contradictoires...

Les dysfonctionnements sur le terrain, dans les bureaux, ou ces sentiments de mal-être pourraient-ils avoir un lien avec la Loi de transformation de la fonction publique qui est en fait celle de la destruction du service public et de ce que cette dernière induit pour les agents ?! Le suspense reste faible...

Enfin, par rapport aux EPI à l'ordre du jour, encore une fois l'administration est confrontée à ses propres contradictions lorsqu'elle exige des équipements de sécurité qu'elle refuse parfois de financer pour ses personnels- alors même que les textes prévoient l'obligation de ce financement. Des professeurs ont d'ailleurs établi des fiches SST le dénonçant.

Aussi La FNEC-FP-FO serait ravie de faire des déclarations moins dramatisantes, mais à l'heure de la rigueur budgétaire, à l'heure du piétinement de nos conquêtes sociales et de notre service public - à l'heure où l'on déclare la guerre aux lycées professionnels, nos déclarations, nous en sommes désolés, ne sont effectivement pas à la fête !

Merci pour votre écoute.

**Lætitia Calbet**  
**Christophe Grimaux**